PHILIPPE VASSEUR



UNION POUR LA FRANCE UDF - RPR

Elections législatives - 21 mars 1993 - Troisième circonscription du Pas-de-Calais

L'ESPÉRANCE

Reprenons espoir et allons de l'avant. Refusons la fatalité du malheur et du déclin à laquelle semblent se résigner ceux qui prétendent qu' "il n'y a rien à faire".

Considérer que l'inacceptable est inévitable, ce n'est pas digne d'un élu. Réagissons. Combattons ensemble le marasme et la morosité. Mobilisons-nous au service d'une France que nous voulons plus juste, plus dynamique, plus prospère, plus solidaire. Les problèmes sont nombreux et considérables. Les solutions sont difficiles et toutes ne dépendent pas de la seule volonté nationale. Mais des solutions existent : elles figurent parmi les enjeux essentiels des élections législatives.

Il n'est pas possible, ici, de dresser un bilan complet de la situation de notre pays, ni de présenter la totalité d'un programme de redressement. Nous l'avons fait au cours de la campagne électorale. Cependant, il n'est pas inutile de rappeler brièvement quelques points parmi d'autres.

- Des millions de Français sont privés d'emploi : aux 3 millions de chômeurs officiels s'ajoutent 2 millions de personnes qui n'ont pas de travail réel, stable et durable.
- L'activité économique régresse : la production recule; l'investissement baisse; les défaillances d'entreprises se multiplient; les constructions et les rénovations de logements s'effondrent.
- Les déficits des finances publiques se chiffrent par milliards de francs. A force d'emprunter pour les combler, les intérêts de la dette qu'il faut payer représentent 15% du budget de l'Etat!
- Le monde rural est en danger. L'agriculture est dans une situation dramatique. Le fossé se creuse entre les campagnes et les villes qui reçoivent beaucoup plus de crédits de la part de l'Etat.
- La justice va mal. L'insécurité grandit. L'immigration n'est toujours pas maitrisée. L'éducation ne remplit pas sa mission en dépit des efforts des enseignants. Le tissu social français est en lambeaux.
- La société est en crise. La morale est bafouée par ceux qui devraient montrer publiquement l'exemple. Les "affaires" ne cessent d'éclater dans notre pays et jusqu'à l'intérieur de notre région.

- Nous proposons qu'un "pacte pour l'emploi" soit conclu d'urgence entre l'Etat, les entreprises et les régions. Les charges pesant sur l'emploi seront allégées. Les travaux d'utilité sociale seront développés.
- Nous nous engageons à prendre des dispositions permettant de relancer le logement, le bâtiment et les travaux publics. D'une façon générale, les petites et moyennes entreprises feront l'objet d'efforts particuliers.
- Nous garantissons le droit à la retraite à 60 ans. Nous voulons: une loi d'orientation pour la famille; une allocation spécifique pour les personnes âgées dépendantes; une meilleure insertion des handicapés.
- Nous mettrons en œuvre une politique prioritaire de développement de l'espace rural. Pour l'agriculture, nous serons d'une fermeté sans faille dans les négociations internationales et nous adopterons d'importantes mesures nationales pour réduire les charges, favoriser l'installation des jeunes et ouvrir de nouveaux débouchés.
- Nous restaurerons l'autorité de l'Etat. Pour assurer la sécurité de tous les Français. Pour moderniser la Justice. Pour appliquer une politique claire et courageuse de l'immigration. Pour établir un code de l'environnement. Pour rendre à l'école sa mission.
- Nous plaçons toute notre action publique dans le strict respect des règles élémentaires indispensables à l'épanouissement de notre société. La France a plus que jamais besoin de morale, de valeurs et de transparence.

La tâche qui nous attend est énorme. Tout ne pourra évidemment pas être accompli en un jour. Mais les premières mesures qui seront prises par la nouvelle majorité, au lendemain des élections législatives, devront répondre aux besoins les plus urgents. Et elles montreront d'emblée notre détermination et notre capacité à engager le pays dans la voie du redressement . Pour remonter la pente jusqu'au sommet, il faudra bien des efforts. Il serait malhonnête de le cacher. Or, notre vie politique aspire aujourd'hui à une plus grande honnêteté et celle-ci commence par le refus de se livrer à des discours démagogiques et à des promesses irréalistes. Les élus doivent aux Français la vérité. La vérité sur eux-mêmes, la vérité sur leur action, la vérité sur leurs projets. Cette dimension morale est la première condition à remplir pour que notre pays reprenne confiance en lui. C'est à ce prix que nous pourrons travailler à construire une société plus humaine où tout le monde a sa place. Nous y croyons. Avec vous, nous réussirons.

Si la France va mal aujourd'hui, c'est parce qu'elle a fait fausse route. Ensemble, nous la remettrons sur le bon chemin : celui de l'espérance.

Rendons à la France et à notre région la force et la doncem de vivre

- Stir

Philippe VASSEUR

Député, Conseiller régional, candidat de l'Union pour la France dans la troisième circonscription du Pas-de-Calais

Suppléante : Brigitte de Prémont

Conseiller général du Canton de Desvres, présidente du SIVoM de Desvres, maire de Bellebrune.